

Question écrite 3-4979 de Anseeuw Stéphanie (VLD) du 26 avril 2006 :**Sécurité des travailleurs - Directive européenne « machines » - Marquage CE unique.****ministre de l'Emploi****Question**

Des accidents de travail ont eu lieu dans notre pays en 2004. Pas moins de 206 travailleurs ont perdu la vie à cette occasion, c'est-à-dire pratiquement un décès par jour ouvrable.

L'utilisation de machines défectueuses est l'une des causes de cette situation. Une nouvelle directive européenne « machines » impose, dans tous les États européens, des consignes de sécurité plus strictes pour les machines lourdes. Cette directive a été adoptée par le Parlement européen en décembre 2005.

La directive contient un certain nombre de changements très importants pour les sociétés utilisant des machines lourdes. L'objectif de la directive est clair : réduire le nombre d'accidents sur le lieu de travail.

La directive permet d'établir une liste noire européenne des machines dangereuses. Si une tondeuse est éliminée du marché belge, la Commission européenne peut exiger que les autres États membres adoptent des mesures à l'encontre de cette machine.

Il existe en Allemagne, en plus du marquage CE bien connu, un autre label de qualité, à savoir le certificat distinct TÜV : un entrepreneur belge désireux de satisfaire à ce label se trouve confronté à d'importants frais administratifs supplémentaires.

La nouvelle directive déterminerait que le marquage CE constitue la norme européenne de sécurité la plus rigoureuse et que les différents États membres ne peuvent plus imposer d'exigences supplémentaires si celles-ci n'offrent aucune valeur ajoutée. Par conséquent, lorsque des entrepreneurs exportent certaines machines dans des pays voisins, ils ne doivent pas satisfaire à des labels de qualité locaux ne présentant aucune valeur ajoutée par rapport au label CE.

Il est dès lors très important - pour le consommateur, pour la sécurité du travailleur et pour l'entrepreneur souhaitant simplifier ses exportations - que cette directive entre en vigueur immédiatement, sans occasionner de formalités et de mesures supplémentaires (en d'autres termes, sans goldplating).

Je souhaiterais par conséquent poser les questions suivantes au ministre compétent :

- 1) Le ministre de l'Emploi pratiquera-t-il le goldplating (profiter de la transposition d'une directive pour introduire des règles supplémentaires) lors de la transposition de la directive européenne « machines » ? Dans l'affirmative, le ministre est-il prêt, préalablement à la notification de ces règles supplémentaires en conseil des ministres, à en débattre avec les représentants des employeurs et des travailleurs ? Peut-il indiquer comment ces dispositions s'intègrent dans la simplification des normes de sécurité telle que prévue par le plan d'action fédéral pour la réduction des accidents de travail, élaboré en 2004 ?
- 2) Les travailleurs et les entrepreneurs ont besoin d'informations pratiques et utilisables directement concernant la transposition de la directive « machines ». Comment le ministre compte-t-il les informer des conséquences de la directive « machines » ?
- 3) Quand la directive « machines » sera-t-elle transposée en droit belge ?

Réponse reçue le 4 juillet 2006 :

Réponse : 1. La directive concernée a été approuvée en décembre 2005 par le Parlement européen (PE) moyennant un certain nombre d'amendements.

Après une procédure de concertation entre la Commission européenne, le Conseil et le Parlement européen, la directive a été approuvée par le Conseil des ministres du 25 avril 2006 à Luxembourg. Elle a été publiée le 17 mai 2006.

Cette directive est basée sur l'article 95 du Traité instituant la Communauté européenne et est une directive dite « économique ». Le principe de ce type de directive est qu'elle doit être transposée intégralement et sans modifications dans la législation nationale. Il est donc interdit d'imposer des conditions supplémentaires qui pourraient entraver la libre circulation des machines.

En dehors de la libre circulation, cette directive assure également un niveau de sécurité minimale par les exigences de sécurité fondamentales qui y sont reprises.

La transposition de cette directive dans la législation nationale est de la compétence de mon collègue qui a l'Économie dans ses attributions.

L'utilisation sûre des machines est déjà réglée par les prescriptions du Code concernant l'utilisation des équipements de travail au poste de travail.

2. La directive « machines » existe déjà depuis 1989 et la version actuelle est donc une modification et une actualisation de ce texte. Les exigences de sécurité ne sont pas fondamentalement modifiées.

La directive elle-même s'adresse en premier lieu aux fabricants de machines.

3. La directive « machines » entre en vigueur 20 jours après sa publication au journal officiel des Communautés européennes. La directive elle-même prévoit un délai de 24 mois après cette date pour la transposition en droit belge et un délai supplémentaire de 18 mois, comme mesure transitoire, pour permettre aux fabricants d'adapter leurs machines.

Ces délais sont obligatoires pour tous les états-membres.

[Nederlandse tekst](#)

Copyright © [Belgian Senate](#)
Page last updated on 1/8/2006
Contact the [Webmaster](#)